

HÔPITAL. Des agents en souffrance contre les restrictions budgétaires

Vendredi soir, le CHIVO (centre hospitalier Loire Vendée Océan) de Challans inaugurerait son IRM, mais un mouvement intersyndical d'agents hospitaliers est venu gâcher la fête. En cause : les restrictions budgétaires imposées par le ministère, et les choix économiques de la direction pour réduire son déficit, accusés de

dégrader fortement les conditions de travail.

Les invités ont été accueillis par les manifestants massés devant le bâtiment de l'IRM. Certains praticiens du secteur privé n'ont guère apprécié cette démonstration de force. Pendant les discours officiels, les sifflets ont répondu aux applaudissements.

« Renouer le dialogue avec la direction »

« Un choix politique »
Premier point : les restrictions budgétaires imposées par

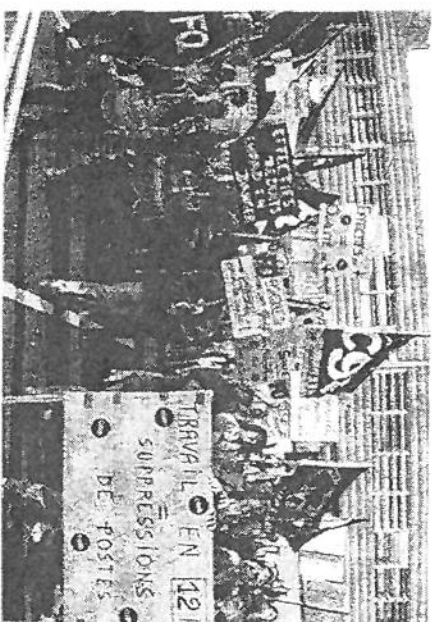
le ministère sur le plan national. Le problème : « On impose au secteur hospitalier de faire le maximum d'efforts, et non au secteur privé », note Jean-Pierre Mazoué (FO). « La question, c'est de savoir si demain on souhaite continuer à assurer une santé de qualité. C'est un choix politique ».

« La santé, c'est ce qu'il y a de plus important. Il faut se mobiliser », ajoute Anne Virignaud (CFDT). Surtout que le CHIVO, sur ses trois sites (Challans, Saint-Gilles et Machecoul), dispose d'un fort potentiel, avec l'accroissement et le vieillissement de la population.

« Douleurs, burn out »

Deuxième point : les choix économiques imposés par la direction du CHIVO, pour réduire son déficit de « 2 M€ » indique l'intersyndicale. « Depuis 2013, on est sur une trajectoire de retour à l'équilibre ». Le déficit a été réduit à « de 400 000 € », mais à quel prix !

« Les agents ne doivent pas servir de variable d'ajustement pour rééquilibrer les comptes ». Les manifestants dénoncent « les arrêts qui ne



Une centaine d'agents ont manifesté vendredi soir à l'appel de l'intersyndicale, au centre hospitalier de Challans

sont pas remplacés en totalité », « le rappel des agents sur leurs congés et repos », « l'absence de vie privée », « la réduction des équipes », « la suppression des bonifications et des avancements », « le faible taux de titularisation ». Conséquence : un absentéisme en augmentation, un époussetement du personnel.

« Douleurs, burn out »
Une délégation a été reçue par un délégué territorial de l'ARS. Cet échange a « un peu déçu. Il entend bien nos difficultés, mais compte sur l'IRM et des créations de lits pour réduire le déficit ».

De son côté, la directrice du CHIVO, Frédérique Labrogouby, dont le discours était à peine audible sous les sifflets, ne s'est pas exprimée au micro. En marge, elle commente juste : « Cet IRM renforce le CHIVO dans son rôle et ses missions. Le symbole qui est renvoyé aujourd'hui est un peu paradoxal ».

Magali Dupont

Travailler 12 heures de suite ?

Une seconde vague de mesures est attendue dès 2016, avec la mise en place de nouvelles organisations de travail, encore à l'étude.

« On travaillera 12 heures de suite dans les unités de surveillance continue et la maternité. Il y aura une équipe de jour et une équipe de nuit, au lieu des trois actuellement qui se relaient pendant 24 h »

indique Martine Michon (CGT). « C'est un choix purement financier, qui va supprimer des postes contractuels, et encore aggraver nos conditions de travail. Vous imaginez les risques que pourraient entraîner une baisse de vigilance, sur la vie des patients, et des soignants ? Jusqu'à

quand les équipes vont pouvoir perdurer ? », s'inquiète Anne Virignaud (CFDT), en particulier pendant la saison estivale où la population est multipliée.

« Les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader depuis plusieurs mois. Il n'y a plus de dialogue social avec la direction. Les instances sont repoussées à la dernière minute. On a l'impression de n'être qu'une chambre d'enregistrement. On sait que des changements devront être apportés mais on veut être intégrés à ce processus car certains de nos collègues sont en souffrance. Il y a des points à négocier ».